



**UNION RÉGIONALE
HLM GRAND EST**



LE GLOSSAIRE DU LOGEMENT SOCIAL



PRÉAMBULE

Ce glossaire a pour objectif de clarifier et d'expliquer les sigles et abréviations les plus utilisés dans le secteur du logement social. Véritable outil pratique et accessible, il facilite l'intégration et le quotidien des nouveaux collaborateurs, tout en restant une ressource utile pour l'ensemble des partenaires et acteurs du Mouvement Hlm.

Il est le fruit d'un travail collaboratif porté par l'**Union Régionale Hlm du Grand Est**, qui rassemble les trois associations territoriales Hlm de la région (**AREAL Hlm, ARCA Hlm et ARELOR Hlm**), dans une volonté commune de partage et de diffusion des connaissances.

Ses missions s'articulent autour de quatre axes complémentaires : représenter le Mouvement Hlm et ses adhérents, apporter un appui professionnel tout en diffusant l'information, encourager la mutualisation et les échanges, et contribuer à une meilleure connaissance du territoire Hlm.



Pour toute demande de renseignements, complément d'information ou suggestion d'amélioration concernant ce glossaire :

- **URHlm-GrandEst@union-habitat.org**
- **03 26 05 04 14**

SOMMAIRE

A.....	3
B.....	10
C.....	12
D.....	22
E.....	27
F.....	31
G - H.....	35
I.....	39
L.....	43
M - N.....	46
O.....	49
P.....	52
Q.....	59
R.....	61
S.....	65
T.....	69
U - V.....	71
Z.....	74

A



PLURIAL NOVILIA – REIMS (51)

ABF - Architecte des Bâtiments de France

Un ABF est un fonctionnaire français chargé de protéger, entretenir et restaurer le patrimoine. Il délivre des avis sur les demandes d'autorisation d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, etc.) affectant les espaces protégés et veille à l'état sanitaire des monuments classés ou inscrits.

ACSE - Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances

L'ACSE est un établissement public à caractère administratif qui contribue à des actions en faveur des habitants des quartiers sensibles. Elle est chargée de renforcer la cohésion sociale des territoires de la politique de la ville et assure la gestion des moyens destinés à financer les programmes d'action de développement social des quartiers prioritaires.

AD'AP - Agenda D'Accessibilité Programmée

L'AD'AP est un outil de stratégie patrimoniale qui permet à tout gestionnaire ou propriétaire d'établissement recevant du public (ERP) de poursuivre ou de réaliser l'accessibilité de son établissement. Depuis le 31 mars 2019, il n'est plus possible de déposer d'AD'AP.

ADCF - Assemblée Des Communautés de France

L'ADCF est une association de collectivités locales. Elle assure la représentation des intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux (gouvernement, Parlement, agences nationales...), participe aux débats sur les évolutions de l'organisation territoriale et des politiques publiques décentralisées, et développe une expertise. L'ADCF est leur porte-parole auprès des pouvoirs publics.

ADEME - Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

L'ADEME est un établissement public à caractère industriel et commercial. Sa mission est la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources. Elle mobilise, conseille, propose des méthodologies, émet des recommandations, rend des avis et réalise des études auprès des citoyens, des acteurs économiques et des territoires afin de leur donner les moyens de progresser.

ADF - Assemblée des Départements de France

L'ADF est une association pluraliste qui réunit les présidents des 103 collectivités adhérentes, dont 95 départements et 8 collectivités territoriales à compétences départementales. Elle offre aux élus et aux techniciens départementaux les moyens de confronter leurs idées, d'échanger leurs expériences et leurs bonnes pratiques, et d'arrêter des positions communes sur les grands dossiers nationaux.

ADIL - Agence Départementale d'Information sur le Logement

Les ADIL informent gratuitement les ménages sur toutes les questions liées au logement et à l'habitat. Elles proposent également leur expertise aux collectivités locales à travers des formations, un appui à la définition des politiques publiques par des études ou des observatoires, et interviennent dans l'animation de dispositifs locaux.

AFOC - Association Force Ouvrière Consommateurs

L'AFOC est une association nationale de consommateurs. Elle informe et conseille au quotidien les consommateurs sur leurs droits, assure la défense des droits des locataires en les épaulant dans la résolution de leurs litiges, et les représente auprès des professionnels, des pouvoirs publics et institutions afin de défendre au mieux leurs intérêts.

AFPOLS - Association pour la Formation Professionnelle continue des Organismes de Logement Social

L'AFPOLS est un organisme de formation spécialisé dans le logement social qui propose des actions de formation, de professionnalisation, de certification, d'accompagnement et de conseil pour ses adhérents, qui sont les organismes de logement social.

AFU - Association Foncière Urbaine

L'AFU est un regroupement de propriétaires fonciers facilitant l'aménagement et la valorisation de terrains. C'est également une procédure d'urbanisme opérationnel permettant de mener à bien la réalisation d'un projet urbain.

AGIR - Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés

Le programme AGIR a pour objectif d'accompagner les réfugiés disposant d'une protection internationale. Il propose un guichet départemental unique visant à assurer un parcours d'intégration et offre une assistance sur la base du volontariat, jusqu'à l'obtention d'une solution de logement et d'emploi ou de formation, pour une durée maximale de 24 mois.

AL - Action Logement

Action Logement est un acteur clé du logement des salariés en France. Il soutient principalement le développement du logement locatif social destiné aux travailleurs, en finançant ce secteur par le biais de subventions, de prêts à taux réduits et de titres de participation. Son financement provient d'une contribution obligatoire de 0,45 % prélevée sur la masse salariale des entreprises privées non agricoles.

ALS - Allocation de Logement Sociale

L'ALS est une aide financière au logement qui a pour objectif de réduire le montant des mensualités en cas d'emprunt pour accéder à la propriété. Elle est versée aux ménages qui ne sont ni éligibles à l'Aide Personnalisée au Logement (APL), ni à l'Allocation de Logement Familiale (ALF).

ALUR - Accès au Logement et Urbanisme Rénové (loi)

La loi ALUR, ou loi Duflot II du 24 mars 2014, vise à favoriser l'accès au logement, à réglementer les locations en luttant contre la mise en location de logements inadéquats, et à promouvoir la construction par une réforme du droit de l'urbanisme. Elle facilite la régulation des marchés immobiliers, encadre les pratiques abusives et développe l'innovation et la transparence.

AMF - Associations des Maires de France

L'AMF est un appui concret et permanent aux élus dans la gestion quotidienne, afin de préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements.

AMGVF - Association des Maires de Grandes Villes de France / France Urbaine

L'AMGVF, devenue France Urbaine, est l'association nationale de référence des grandes villes, métropoles, communautés et agglomérations urbaines. Elle porte une vision politique et technique, engage un dialogue permanent avec l'ensemble des acteurs de la société et éclaire la décision publique sur les enjeux des territoires urbains et de la décentralisation.

ANAH - Agence Nationale de l'Habitat

L'ANAH est un établissement public administratif relevant du ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, de l'Action et des Comptes publics, et du ministère de l'Économie et des Finances. Elle a pour mission d'améliorer le parc privé de logements existants et accorde des aides financières aux propriétaires.

ANRU - Agence Nationale de la Rénovation Urbaine

L'ANRU a pour mission de contribuer à la réalisation des objectifs du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU). Elle finance et accompagne les collectivités et les bailleurs sociaux pour mettre en œuvre des projets de rénovation des quartiers les plus vulnérables. Ces projets sont cofinancés et contractualisés dans une convention portée par la collectivité territoriale.

APL - Aide Personnalisée au Logement

L'APL est une aide financière destinée à réduire le montant du loyer ou de la mensualité d'emprunt immobilier. Elle est attribuée pour la résidence principale située en France, et seulement si le logement répond à certains critères de décence et de conditions minimales d'occupation.

APVF - Association des Petites Villes de France

L'APVF fédère les villes de 2 500 à 25 000 habitants afin de promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle mène une réflexion sur la modernisation des conditions d'exercice des mandats et intervient pour le maintien de prestations de qualité répondant aux besoins de la population.

AQC - Agence Qualité Construction

L'AQC est une association dont la vocation est la prévention des désordres et l'amélioration de la qualité de la construction. Mobilisée autour de cet objectif, elle dispose de trois commissions spécialisées : la Commission Observation, la Commission Prévention Produits mis en œuvre (C2P) et la Commission Prévention Construction (CPC).

ASL - Association Syndicale Libre

L'ASL est un type d'association pouvant faciliter la mise en valeur du foncier ou d'autres actions d'intérêt commun pour les propriétaires. Elle a pour objet la construction, l'entretien ou la gestion d'ouvrages, ainsi que la réalisation de travaux ou d'actions d'intérêt commun.

ASLL - Accompagnement Social Lié au Logement

L'ASLL est une mesure éducative visant à accompagner les ménages dans une démarche d'autonomie lors de l'accès à un logement ou du maintien dans celui-ci. Les mesures d'ASLL peuvent être collectives ou individuelles.

ASP - L'Accession Sociale à la Propriété

L'ASP aide les ménages aux revenus modérés à devenir propriétaires de leur résidence principale grâce à des modalités avantageuses et adaptées à leur situation économique.

AVDL - Accompagnement Vers et Dans le Logement

L'AVDL est un volet de l'intervention sociale en faveur des ménages en difficulté, visant à rendre autonome la personne dans la prise en charge de son logement.

B



BBC - Bâtiment Basse Consommation

Un BBC est une construction pour laquelle la consommation énergétique nécessaire pour la chauffer et la climatiser est significativement plus basse que celle des habitations standards. Le niveau de performance requis est défini dans un label.

BEPOS - Bâtiment à Énergie Positive

Le BEPOS produit plus d'énergie qu'il n'en consomme pour son fonctionnement. Cette différence de consommation est généralement considérée sur une période lissée d'un an. Ce label énergie positive et réduction carbone (E+C-) appuie la démarche et répond à des niveaux de performance précis.

BIM - Building Information Model

Le BIM est une méthode de travail s'appuyant sur une maquette numérique pour représenter le bâtiment en 3D. Ce sont des fichiers informatiques contenant des données propriétaires qui peuvent être échangés ou mis en réseau pour aider à la prise de décision concernant un bien bâti, depuis sa conception jusqu'à sa construction et son exploitation.

BRS - Bail Réel Solidaire

Le BRS est un dispositif d'accèsion à la propriété proposé par un organisme de foncier solidaire (OFS) agréé par l'État. Ce dispositif permet aux ménages modestes de devenir propriétaires d'un logement neuf situé en zone tendue, à un prix abordable. Cette formule permet d'acheter uniquement le logement tout en louant le terrain à l'OFS, pour une durée comprise entre 18 et 99 ans.

C



CADA - Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile

Le CADA relève de la catégorie des établissements et services sociaux et médico-sociaux. Il a pour mission d'héberger, d'accompagner socialement et administrativement les demandeurs d'asile admis au séjour. Les places sont financées par les dotations globales de financement de l'État.

CAF - Caisse d'Allocations Familiales

La CAF est un organisme chargé de verser aux particuliers des prestations financières à caractère familial ou social, dans des conditions déterminées par la loi. Elle accorde également des prestations dites extralégales et accompagne les acteurs locaux, les collectivités locales et les associations dans le développement de services adaptés (crèches, centres de loisirs, actions de soutien à la parentalité, etc.).

CALEOL - Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements

La CALEOL est chargée d'attribuer les logements et de réexaminer les conditions d'occupation en cas d'évolution de la situation familiale nécessitant un logement plus adapté. Elle est composée de représentants de l'organisme bailleur, dont un représentant des locataires, du préfet, du président de l'EPCI et du maire de la commune d'implantation.

CAUE - Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement

Les CAUE, organisés en associations départementales, ont pour vocation la promotion de la qualité architecturale, urbaine, paysagère et environnementale. Ils exercent des missions variées auprès des professionnels, particuliers, enseignants, élus et collectivités territoriales.

CCAPEX - Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives

La CCAPEX est un outil du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD). Elle vise à piloter la stratégie de prévention des expulsions et à coordonner l'action des différents acteurs dans un département.

CCH - Code de la Construction et de l'Habitation

Le CCH est le code où sont réunies les dispositions législatives et réglementaires relatives à la construction, à la promotion immobilière, aux logements sociaux et, plus largement, au domaine de l'immobilier.

CCL - Conseil de Concertation Locative

Le CCL est un lieu d'échange et de débats entre les bailleurs sociaux et les associations de locataires sur des thèmes tels que la gestion d'immeuble, les actions relatives à la proximité, ainsi que les relations avec les représentants des associations et amicales de locataires affiliées à des confédérations nationales.

CDAPL - Commission Départementale des Aides Publiques au Logement (supprimée depuis la loi Elan)

La CDAPL était une instance consultative chargée d'examiner les litiges relatifs aux aides personnelles au logement (APL, ALF, ALS). Elle pouvait être saisie par les allocataires ou les bailleurs lorsqu'ils contestaient une décision concernant le versement ou le calcul des aides. Son rôle est désormais assuré directement par les organismes payeurs (CAF ou MSA) via leurs commissions de recours amiable.

CDC - Caisse des Dépôts et Consignation

La CDC est une institution financière publique française qui exerce des missions d'intérêt général. Elle gère une partie de l'épargne réglementée (Livret A, LDDS) et finance des projets publics ou privés, notamment par des prêts destinés à la construction neuve ou à la réhabilitation du parc de logements sociaux.

CDDF - Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles

Le CDDF a pour mission d'aider les familles rencontrant des difficultés dans l'exercice de l'autorité parentale. Il crée un cadre de dialogue destiné à écouter et à proposer des mesures d'accompagnement aux familles confrontées à des difficultés dans l'éducation de leurs enfants.

CECODHAS - Comité Européen de Coordination De l'Habitat Social

Le CECODHAS est une organisation à but non lucratif représentant de façon permanente les organismes qui lui sont affiliés auprès des institutions européennes et internationales.

CEE - Certificat d'Économie d'Énergie

Les CEE sont un instrument de maîtrise de la demande énergétique. L'État impose aux fournisseurs d'énergie de réaliser des économies d'énergie et les incite à promouvoir ces économies auprès de leurs clients (ménages, collectivités, professionnels). Les économies réalisées génèrent des CEE, pour l'obtention desquels l'État propose des aides financières à la rénovation énergétique.

CEEP - Centre Européen des Employeurs et Entreprises fournissant des services Publics (aujourd'hui SGI Europe)

Le CEEP est une association reconnue par la Commission européenne pour participer au dialogue social. Il représente des entreprises publiques et des entreprises offrant des services d'intérêt économique général, qu'ils soient publics ou privés. Il délègue des représentants et des observateurs aux comités et aux commissions consultatives des institutions européennes.

CES - Coefficient d'Emprise au Sol

Le CES est un ratio permettant de mesurer la densité de l'occupation d'un terrain. Il sert à limiter l'artificialisation des sols et est fixé, pour chaque type de terrain, par les communes dans leur plan local d'urbanisme (PLU).

CGL - Confédération Générale du Logement

La CGL est une association française de consommateurs agréée sur le plan national dans le domaine du logement. Elle a été fondée dans le sillage de l'appel lancé en 1954 par l'abbé Pierre.

CGLLS - Caisse de Garantie du Logement Locatif Social

La CGLLS est une institution financière spécialisée chargée de garantir les prêts réglementés accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations aux bailleurs sociaux, en l'absence de garantie des collectivités territoriales. Elle prévient les difficultés financières des bailleurs sociaux et les aide à rétablir leur équilibre. Les bailleurs sociaux cotisent à la CGLLS.

CHRS - Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale

Le CHRS accueille des personnes ou familles connaissant de graves difficultés économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, afin de les aider à accéder ou à retrouver leur autonomie personnelle et sociale. Ces centres exercent leurs activités avec le concours de travailleurs sociaux et d'équipes pluridisciplinaires.

CHU - Centre d'Hébergement d'Urgence

Le CHU est un établissement social intervenant dans l'accueil, l'hébergement et la réinsertion sociale et professionnelle des personnes sans domicile fixe.

CIA - Convention Intercommunale d'Attribution

La CIA définit une stratégie pour accueillir davantage de ménages prioritaires et lutter contre le déséquilibre de mixité sociale. Elle concerne les EPCI dotés d'un programme local de l'habitat ainsi que ceux ayant au moins un quartier en politique de la ville et compétents en matière de logement.

CIDFF - Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

Le CIDFF exerce une mission d'intérêt général confiée par l'État afin de favoriser l'autonomie professionnelle, sociale et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

CIL - Conférence Intercommunale

La CIL a pour mission de définir les orientations en matière d'attributions et de mutations, ainsi que les modalités de relogement des ménages prioritaires relevant du titre du DALO et des ménages concernés par des projets de renouvellement urbain. Elle élabore la convention intercommunale d'attribution et suit la mise en œuvre du plan partenarial de gestion de la demande de logement.

CIV - Comité Interministériel des Villes

Le CIV est une instance de suivi et de décision de l'action du Gouvernement en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Créé en 1988, il est chargé de définir, animer, coordonner et évaluer les actions de l'État dans le cadre de la politique de la ville.

CLCV - Confédération de la Consommation, du Logement et du Cadre de Vie

Le CLCV est une association française de consommateurs et d'usagers. Elle défend exclusivement leurs intérêts spécifiques et regroupe des consommateurs, usagers, locataires et copropriétaires souhaitant agir individuellement et collectivement pour défendre leurs droits, dans plus de 72 départements.

CLE - Caution Locative Étudiante

La CLE est une garantie de l'État qui permet aux étudiants dépourvus de garants de faciliter leur accès à un logement. Elle est gérée par les Crous.

CLSPD - Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

Le CLSPD est une instance chargée de la coordination locale du contrat local de sécurité ou de la stratégie territoriale de sécurité. Il constitue un cadre de concertation avec les partenaires en matière de lutte contre l'insécurité et de prévention de la délinquance. Il est obligatoire dans les communes de plus de 10 000 habitants et dans celles comprenant une zone urbaine sensible.

CNAF - Caisse Nationale des Allocations Familiales

La CNAF constitue la branche « famille » de la Sécurité sociale française, qu'elle gère à travers le réseau des 101 caisses d'allocations familiales (CAF) réparties sur l'ensemble du territoire.

CNC - Commission Nationale de Concertation

La CNC a pour mission générale, par ses études, avis et propositions, de contribuer à améliorer les relations entre bailleurs et locataires. Elle est consultée pour avis sur des projets de décrets ou d'arrêtés et a également pour rôle de conclure des accords collectifs de location.

CNH - Conseil National de l'Habitat

Le CNH est une instance de consultation et de dialogue visant à informer et améliorer la politique du logement. Il est consulté sur les mesures concernant le barème, le financement et le versement des aides personnelles au logement, ainsi que sur celles visant à favoriser la mixité sociale et à réhabiliter l'habitat existant.

CNIL - Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés

La CNIL veille à la protection des données personnelles contenues dans les fichiers et traitements informatiques ou papiers, publics ou privés. Elle s'assure que l'informatique reste au service des libertés individuelles et publiques et dispose d'un pouvoir de contrôle et de sanction. C'est un organisme public indépendant, non soumis à l'autorité du gouvernement.

CNL - Confédération Nationale du Logement

La CNL est une association présente dans la majorité des régions et départements français. Elle fédère plus de 4 600 amicales locales et compte environ 70 000 familles adhérentes.

CPE - Contrat de Performance Énergétique

Le CPE est un contrat conclu entre un maître d'ouvrage et un opérateur (privé ou public) pour améliorer l'efficacité énergétique d'un bâtiment ou d'un ensemble de bâtiments. L'objectif est d'atteindre une performance énergétique mesurable, généralement dans les deux ans suivant les travaux.

CREM - Conception Réalisation Exploitation Maintenance

Un marché CREM est un marché public dit "global" associant exploitation ou maintenance à la conception et à la réalisation des prestations. Depuis l'évolution du Code de la commande publique, il est intégré dans la catégorie des marchés globaux de performance (MGP).

CRHH - Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement

Le CRHH est l'instance de concertation au niveau régional de l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine de l'habitat et de l'hébergement.

CROA - Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

Le CROA régit l'exercice de la profession d'architecte afin de garantir le respect de l'intérêt public de l'architecture. L'Ordre n'est pas un syndicat : il joue un rôle consultatif dans les revendications et conventions tarifaires et a le devoir d'aider les confrères en difficulté.

CSF - Confédération Syndicale des Familles

La CSF est une confédération nationale d'associations familiales, agréée comme association de consommateurs. Membre de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), elle œuvre à la protection des familles, notamment celles en difficulté locative.

CSPS - Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Le CSPS veille au respect des principes généraux de prévention pendant les travaux. En concertation avec le maître d'œuvre, il met en place les mesures générales de sécurité et réalise des inspections pour chaque entreprise intervenante.

CSTB - Centre Scientifique et Technique du Bâtiment

Le CSTB est un établissement public français à caractère industriel et commercial. Son objectif est d'imaginer les bâtiments et la ville de demain. Il rassemble des compétences pluridisciplinaires et mène cinq missions : recherche et expertise, évaluation, certification, essais et diffusion des connaissances.

CUS - Convention d'Utilité Sociale

La CUS est un contrat de six ans, conclu entre un organisme HLM et l'État. Elle définit la politique patrimoniale, sociale et de qualité de service de l'organisme, ainsi que ses engagements et objectifs, en cohérence avec les programmes locaux de l'habitat et le Plan Stratégique de Patrimoine (PSP).

D



LE FOYER RÉMOIS – REIMS (51)

DAAF - Détecteur Avertisseur Autonome de Fumée

Un DAAF, appelé détecteur de fumée, est un appareil qui détecte la présence de fumée et émet un signal sonore suffisamment fort pour réveiller une personne endormie. Il doit être installé dans tous les logements. L'occupant (locataire ou propriétaire) doit déclarer à son assureur que le logement en est bien équipé.

DALO - Droit au Logement Opposable

Le DALO garantit le droit à un logement décent aux personnes qui ne peuvent y accéder ou s'y maintenir en raison de leur précarité. Les personnes sans logement, menacées d'expulsion, logées dans des conditions indignes ou n'ayant reçu aucune proposition après un délai anormalement long peuvent saisir la commission de médiation pour faire reconnaître le caractère prioritaire de leur demande.

DDD - Défenseur des Droits

Le DDD est une autorité administrative indépendante, nommée par le Président de la République pour un mandat de six ans. Il est chargé de défendre les droits des citoyens face aux administrations et dispose de prérogatives spécifiques en matière de promotion des droits de l'enfant, de lutte contre les discriminations et de respect de la déontologie dans les activités de sécurité.

DDETSPP - Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations

La DDETSPP est une administration départementale, créée le 1^{er} avril 2021 par le regroupement des unités départementales des DIRECCTE et des DDCSPP. Elle met en œuvre les politiques publiques de l'emploi, du travail, de la cohésion sociale, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la solidarité, de la politique de la ville et de la protection des populations.

DDT - Dossier de Diagnostic Technique

Un DDT a pour objectif de protéger et de mieux informer un futur propriétaire ou locataire sur les éléments du bien immobilier susceptibles de présenter des risques pour la santé ou la sécurité. L'évaluation de la performance énergétique du logement est également incluse. Le DDT est obligatoire.

DHUP - Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages

La DHUP, au sein du ministère de la Transition écologique et solidaire, élabore, anime et évalue les politiques de l'urbanisme, de la construction, du logement, des paysages, de la biodiversité, de l'eau et des substances minérales non énergétiques.

DIHAL - Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement

La DIHAL est chargée de mettre en œuvre la politique publique en matière d'hébergement, d'accès au logement et de maintien dans le logement des personnes sans abri ou mal logées, avec pour objectif de réduire significativement le nombre de personnes sans domicile.

DIS - Dossier Individuel de Situation

Un DIS est un outil central du dispositif d'autocontrôle et de prévention. Il sert de tableau de bord interne et de document d'analyse, remis par les ESH à leur gouvernance et à leurs partenaires. Il a pour objectif d'orienter les participants dans la collecte et l'analyse des informations à fournir, ainsi que de résoudre les difficultés et cas particuliers rencontrés.

DPE - Diagnostic Performance Énergétique

Un DPE est un diagnostic obligatoire pour toute personne souhaitant vendre ou louer un bien immobilier. Il permet d'estimer la consommation d'énergie d'un logement ou d'un bâtiment et d'évaluer son impact écologique. Il classe la performance énergétique en sept catégories, de A (logement très performant) à G (logement très énergivore).

DREAL - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

La DREAL a pour mission d'assurer le développement et l'aménagement durable des territoires, d'accompagner la transition écologique, de lutter contre le changement climatique, les pollutions, les risques environnementaux et les nuisances, et de préserver la qualité des milieux (eau, air, sol), de la biodiversité et des paysages.

DREETS - Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

Les DREETS regroupent, au niveau régional, les compétences de l'État en matière de cohésion sociale, de travail, d'emploi, d'économie et d'accompagnement des entreprises.

DTA - Diagnostic Technique Amiante

Un DTA est un document qui indique la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante dans les parties communes d'un immeuble. Il est obligatoire pour les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997. Un document similaire, le DAPP, s'applique aux parties privatives des immeubles collectifs d'habitation.

DTA - Directives Territoriales d'Aménagement

Les DTA définissent les orientations fondamentales de l'État en matière d'aménagement et d'équilibre entre développement, protection et mise en valeur des territoires. Elles précisent également les objectifs de l'État concernant les infrastructures et la préservation des espaces naturels, des sites et des paysages.

DUP - Déclaration d'Utilité Publique

La DUP est une procédure administrative qui permet de réaliser une opération d'aménagement (infrastructure de communication, école, lotissement...) sur des terrains privés, en procédant à leur expropriation pour cause d'utilité publique. Elle est délivrée à l'issue d'une enquête d'utilité publique.

E



ECS - Eau Chaude Sanitaire

L'ECS est l'eau chauffée pour des usages domestiques, produite par différents moyens (électricité, gaz, solaire, etc.).

EHPA - Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées

Les EHPA regroupent une grande diversité de structures adaptées à différentes situations : résidences d'hébergement temporaire, résidences-autonomie, maisons de retraite et unités de soins de longue durée.

EHPAD - Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

Les EHPAD sont des maisons de retraite médicalisées proposant un accueil en chambre. Ils s'adressent aux personnes, généralement âgées de plus de 60 ans, nécessitant une aide et des soins quotidiens.

ELAN - Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (loi)

La loi ELAN, 23 novembre 2018, vise à moderniser et à adapter les politiques du logement aux besoins actuels, tout en favorisant un développement durable et inclusif. Elle réforme de nombreux domaines : aménagement, urbanisme, construction, logement social, environnement, locations, copropriété, lutte contre l'habitat indigne et développement du numérique.

ENL - Engagement National pour le Logement (loi)

La loi ENL, du 13 juillet 2006, constitue le volet législatif du Pacte National pour le Logement et renforce le plan de cohésion sociale dans le domaine du logement. Elle se décline en quatre axes : aider les collectivités à construire, augmenter l'offre de logements à loyer maîtrisé, favoriser l'accession sociale à la propriété pour les ménages modestes et améliorer l'accès de tous à un logement confortable.

EPCI - Établissement Public de Coopération Intercommunale

Les EPCI regroupent différentes structures intercommunales : communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et syndicats mixtes.

EPF - Etablissement Public Foncier

Un EPF est un organisme disposant d'une autonomie juridique et financière sous le contrôle de l'État. Depuis la loi « cohésion sociale » du 18 janvier 2005, les EPF d'État intègrent dans leurs objectifs l'action foncière destinée à la réalisation de logements locatifs sociaux.

EPL - Entreprise Publique Locale

Les EPL sont des entreprises au service des collectivités locales, intervenant dans divers domaines (aménagement, logement, transports, tourisme, énergie, déchets...). Elles ont une nature commerciale et une vocation d'intérêt général, et peuvent prendre différentes formes selon la part de capitaux publics et les objectifs : SEM, SPL ou SEMOP.

EPT - Établissement Public Territorial

Les EPT sont des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) propres à la métropole du Grand Paris, régis par les règles applicables aux syndicats de communes. Ils regroupent toutes les communes de la métropole, sauf la Ville de Paris, et exercent certaines compétences en lieu et place de leurs membres : politique de la ville, aménagement, assainissement, gestion des déchets, etc.

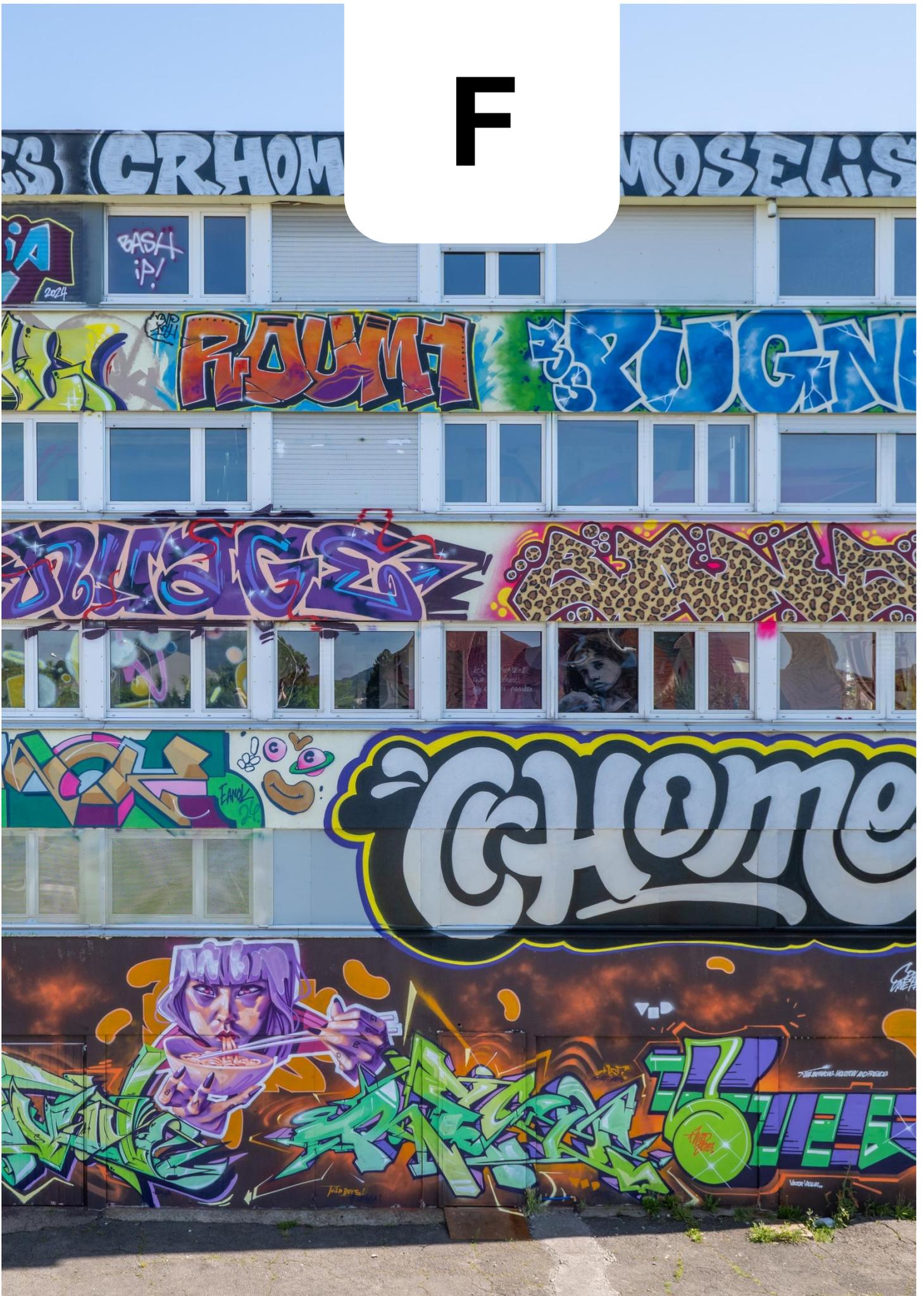
ESH - Entreprise Sociale pour l'Habitat (anciennement SA d'HLM)

Une ESH est une société anonyme de statut privé investie d'une mission d'intérêt général. Elle gère un parc locatif social et loge les personnes et familles éligibles au logement social.

ESSP - Étude de Sûreté et de Sécurité Publique

Une ESSP est un diagnostic réalisé dans un cadre juridique précis lors d'opérations d'aménagement urbain ou de construction d'immeubles importants. Il porte sur l'ensemble des caractéristiques de l'opération relevant de la sécurité au sens large.

F



FAPIL - Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement

La FAPIL est un réseau de 134 associations engagées sur le terrain pour loger et accompagner les personnes en situation de précarité. Elle apporte un soutien opérationnel à ses adhérents et favorise les échanges entre eux.

FAS - Fédération des Acteurs de la Solidarité

La FAS est une fédération regroupant des organismes et associations autonomes partageant la volonté d'aider les plus démunis et de faire reculer l'exclusion. Elle œuvre pour l'intégration des populations étrangères en France et lutte contre les discriminations.

FEDER - Fonds Européen de Développement Régional

Le FEDER est l'un des principaux programmes de financement de l'Union européenne visant à promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale entre les régions.

FIS - Fonds d'Innovation Sociale des ESH (anciennement FILLS)

Le FIS, créé en 2007, soutient tout projet innovant ou expérimental favorisant l'accueil, l'intégration et la qualité de vie des habitants dans le logement et le quartier. Il finance des initiatives portées par des associations partenaires des ESH.

FJT - Foyer de Jeunes Travailleurs

Un FJT est une solution d'habitat social transitoire destinée aux personnes de moins de 30 ans débutant leur vie professionnelle. Il propose un accompagnement ainsi que des services tels qu'une laverie, une restauration et des activités culturelles ou sportives.

FNAP - Fonds National des Aides à la Pierre

Le FNAP est une instance de discussion, de réflexion et de décision sur la définition et la programmation des crédits consacrés aux aides à la pierre. Il contribue au financement des opérations de développement, d'amélioration et de démolition du parc de logements locatifs sociaux appartenant aux organismes d'HLM et aux SEM.

FNAR - Fédération Nationale des Associations Régionales

La FNAR est le lieu d'expression de l'action territoriale des organismes d'habitat social à travers leurs associations ou unions régionales. Elle assure un lien entre ces structures et l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) ainsi que ses fédérations.

FNAU - Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme

La FNAU anime et coordonne les 52 agences d'urbanisme, favorisant les échanges d'expérience, l'organisation d'événements et de projets collectifs. Elle collabore avec les associations de collectivités, les ministères et les réseaux nationaux et internationaux pour promouvoir le modèle d'agence d'urbanisme et contribuer aux débats sur la ville et les territoires.

FOPH – Fédération des Offices Publics de l'Habitat

La FOPH soutient les intérêts de ses 189 adhérents et les représente auprès des instances nationales et des autorités publiques. Elle regroupe les OPH et une partie des SEM agréées logement social et fait partie des cinq fédérations membres de l'Union Sociale pour l'Habitat.

FPI - Fédération des Promoteurs Immobiliers

La FPI est une organisation professionnelle représentant les 700 entreprises de promotion immobilière adhérentes.

FSE - Fonds Social Européen

Le FSE finance la politique de cohésion économique, sociale et territoriale au sein de l'Union européenne. Il a pour vocation d'aider les personnes à trouver un emploi et d'offrir des perspectives professionnelles.

FSI - Fonds de Soutien à l'Innovation

Le FSI permet aux organismes HLM de bénéficier d'un soutien financier pour leurs démarches d'innovation, de modernisation et de professionnalisation liées à leur activité locative. Il est géré par la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS).

FSL - Fonds de Solidarité Logement

Le FSL apporte une aide financière aux personnes rencontrant des difficultés pour payer les frais liés à leur logement. Cette aide peut prendre la forme d'un prêt remboursable ou d'une subvention et peut servir à couvrir le dépôt de garantie, le premier loyer ou d'autres frais d'installation et de maintien dans le logement.

FTM - Foyer de Travailleurs Migrants

Un FTM s'adresse aux travailleurs immigrés vivant seuls, quel que soit leur âge, d'origine étrangère en situation régulière et exerçant une activité professionnelle. Il propose un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non, ainsi que des locaux communs dédiés à la vie collective.

G-H



GIE - Groupement d'Intérêt Économique

Un GIE est une structure dotée de la personnalité morale qui permet à ses membres de mettre en commun certaines de leurs activités afin de développer, d'améliorer ou d'accroître les résultats de celles-ci tout en conservant leur individualité.

GIP - Groupement d'Intérêt Public

Un GIP est une structure souple et dotée de règles de gestion flexibles. Il peut être constitué entre différents partenaires publics et/ou plusieurs organismes privés afin de mettre en commun des moyens pour la mise en œuvre de missions d'intérêt général, par exemple dans le secteur de la recherche, de l'action publique ou de l'environnement.

GIP SNE - Groupement d'Intérêt Public du Système National d'Enregistrement de la Demande de Logement Social

Le GIP SNE gère le Système National d'Enregistrement (SNE) ainsi que les services d'appui aux guichets et aux politiques publiques. Il a pour objectif de simplifier l'organisation en rapprochant les organes de décision des différents utilisateurs, permettant une plus grande fluidité des démarches et une meilleure prise en compte des besoins des usagers.

GLTD - Groupe Local de Traitement de la Délinquance

Un GLTD est un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, géré par les procureurs de la République. Selon le nombre ou la nature des infractions commises, le procureur peut créer un ou plusieurs GLTD pour une durée et dans un périmètre déterminé. Il est composé des services de police judiciaire.

GRC - Gestion Relation Clientèle

La GRC regroupe l'ensemble des outils et techniques permettant de gérer les relations avec les clients et prospects, dans le but de répondre à leurs attentes, de les satisfaire et de les fidéliser en leur offrant ou proposant des services adaptés.

GRL - Garantie des Risques Locatifs

La GRL est une assurance couvrant les risques locatifs, notamment les dommages causés au logement par un incendie, une explosion ou un dégât des eaux. Cette assurance concerne uniquement le logement loué, les dommages causés aux voisins ne sont pas pris en charge.

GUP - Gestion Urbaine de Proximité

La GUP vise à améliorer le fonctionnement des quartiers, notamment ceux inscrits dans la Politique de la Ville, ainsi que la qualité et la cohérence des services urbains et la tranquillité publique. Elle constitue un levier important pour coordonner les initiatives des collectivités locales, des bailleurs sociaux et autres acteurs, contribuant ainsi à améliorer le cadre et la qualité de vie des habitants.

HBM - Habitation à Bon Marché

Les HBM désignent des logements populaires construits en France avant 1949, correspondant aux actuels HLM (habitation à loyers modérés). Initiées par la loi Siegfried du 30 novembre 1894, elles ont été conçues pour offrir des logements à prix social avec une exonération fiscale.

HCL - Haut Comité pour le droit au Logement

Le HCL a pour mission de formuler des propositions sur toutes les questions relatives au logement des personnes défavorisées. Chaque année, il remet un rapport au Président de la République et au Premier ministre. Le Haut Comité peut également émettre des avis, soit à la demande du Gouvernement, soit de sa propre initiative, sur des projets ou propositions de loi.

HLM - Habitation à Loyers Modérés

Les HLM sont des logements construits et gérés par un organisme de logement social selon des règles précises de construction, de gestion et d'attribution. Leur loyer est encadré, afin de garantir l'accès au logement pour les ménages à revenus modestes.

HTC - Habitat et Territoire Conseil

Le Groupe HTC, filiale de l'Union Sociale pour l'Habitat, accompagne les acteurs de l'immobilier et de l'aménagement du territoire dans la définition de leurs stratégies et la mise en œuvre de leurs projets.



OMH GRAND NANCY - NANCY (54) - @RODOLPHE LEBOS

ICC - Indice du Coût de la Construction

L'ICC est un indice mesurant chaque trimestre l'évolution des prix des bâtiments neufs à usage principal d'habitation.

ICN - Instance de Concertation Nationale

L'ICN est une instance qui réunit l'Union Sociale pour l'Habitat, les fédérations locatives HLM et les cinq organisations nationales représentatives des locataires membres de la Commission Nationale de Concertation (CNC). C'est un lieu d'information, de concertation et de débat préparatoire à la négociation où peuvent être invités à participer des experts selon les sujets traités.

IFMO - Institut de Formation de la Maîtrise d'Ouvrage de la ville

L'IFMO propose une offre de formation dispensée par des spécialistes de la ville (architectes, urbanistes, économistes, sociologues, chercheurs, praticiens de la ville) ouverte à tous les salariés et étudiants souhaitant développer de nouvelles compétences professionnelles.

IGH - Immeuble de Grande Hauteur

Un IGH peut être une tour à usage d'habitation, de bureau ou autre, pour laquelle une législation particulière s'applique dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'incendie. Pour qu'un immeuble soit classé IGH, sa hauteur doit dépasser 50 mètres pour les immeubles à usage d'habitation et 28 mètres pour tous les autres immeubles.

ILAT - Indice des Loyers des Activités Tertiaires

L'ILAT est un indice de référence, défini au premier trimestre de chaque année. Il permet de calculer la révision du montant du loyer d'un bail commercial ou d'un bail professionnel.

ILC - Indice des Loyers Commerciaux

L'ILC est un indicateur qui permet la révision du bail, dans le but d'augmenter ou de baisser le loyer. Il s'adresse aux locataires commerçants et artisans qui exercent une activité commerciale ou artisanale.

INRAP - Institut National de Recherches Archéologiques Préventives

L'INRAP est un établissement public à caractère administratif de recherche relative à l'archéologie préventive. Il est placé sous la tutelle conjointe des Ministères chargés de la Culture et de la Recherche.

IPEA - Indice du Prix de l'Entretien et de l'Amélioration

L'IPEA est un indice trimestriel qui mesure l'évolution des prix hors taxes pratiqués par les entreprises de la construction (y compris artisanales), pour les travaux d'entretien et d'amélioration des logements existants.

IRL - Indice de Référence des Loyers

L'IRL est un indice calculé en fonction de l'évolution des prix à la consommation. Il indique le niveau de référence des loyers dans le cadre d'une location et est destiné à encadrer l'augmentation des loyers.

IRVE - Infrastructure de Recharge des Véhicules Électriques

Une IRVE est une installation permettant de recharger des véhicules électriques.

ITE - Isolation Thermique par l'Extérieur

Une ITE est un procédé consistant en la pose d'un isolant sur l'ensemble des murs extérieurs. Il permet d'assurer l'étanchéité à la pluie, de supprimer les ponts thermiques, et de réduire les ouvrages de gros œuvre. En réhabilitation, l'ITE permet d'effectuer simultanément une isolation thermique et un ravalement sans intervention dans les locaux occupés.

L



LASM - Livraison À Soi-Même

La LASM est un mécanisme de taxation. L'opération de livraison à soi-même vise à assurer le respect du principe de neutralité à la base du système de la TVA, par laquelle une personne obtient, avec ou sans le concours d'un tiers, un bien meuble, un immeuble ou une prestation de services à partir de biens, d'éléments ou de moyens lui appartenant.

LCR - Locaux Collectifs Résidentiels

Les LCR sont des espaces communs intégrés aux résidences, rendus obligatoires dans les immeubles de plus de cinquante logements sociaux par les circulaires du 28 avril 1977 et du 12 mars 1986. Ils accueillent réunions, activités ou événements, et proposent divers services favorisant la convivialité, la vie sociale et le lien entre habitants.

LLI - Logement Locatif Intermédiaire

Le LLI désigne des logements à loyers réglementés inférieurs aux prix du marché. Ils ont été créés en 2014 avec l'ambition de permettre l'accès à un logement abordable dans les zones tendues aux classes moyennes n'ayant pas accès au parc social.

LLS - Logement Locatif Social

Le LLS désigne un logement social, construit avec l'aide de l'État et soumis à des règles de construction, de gestion et d'attribution précises. Les loyers sont également réglementés et l'accès au logement est conditionné à des ressources maximales.

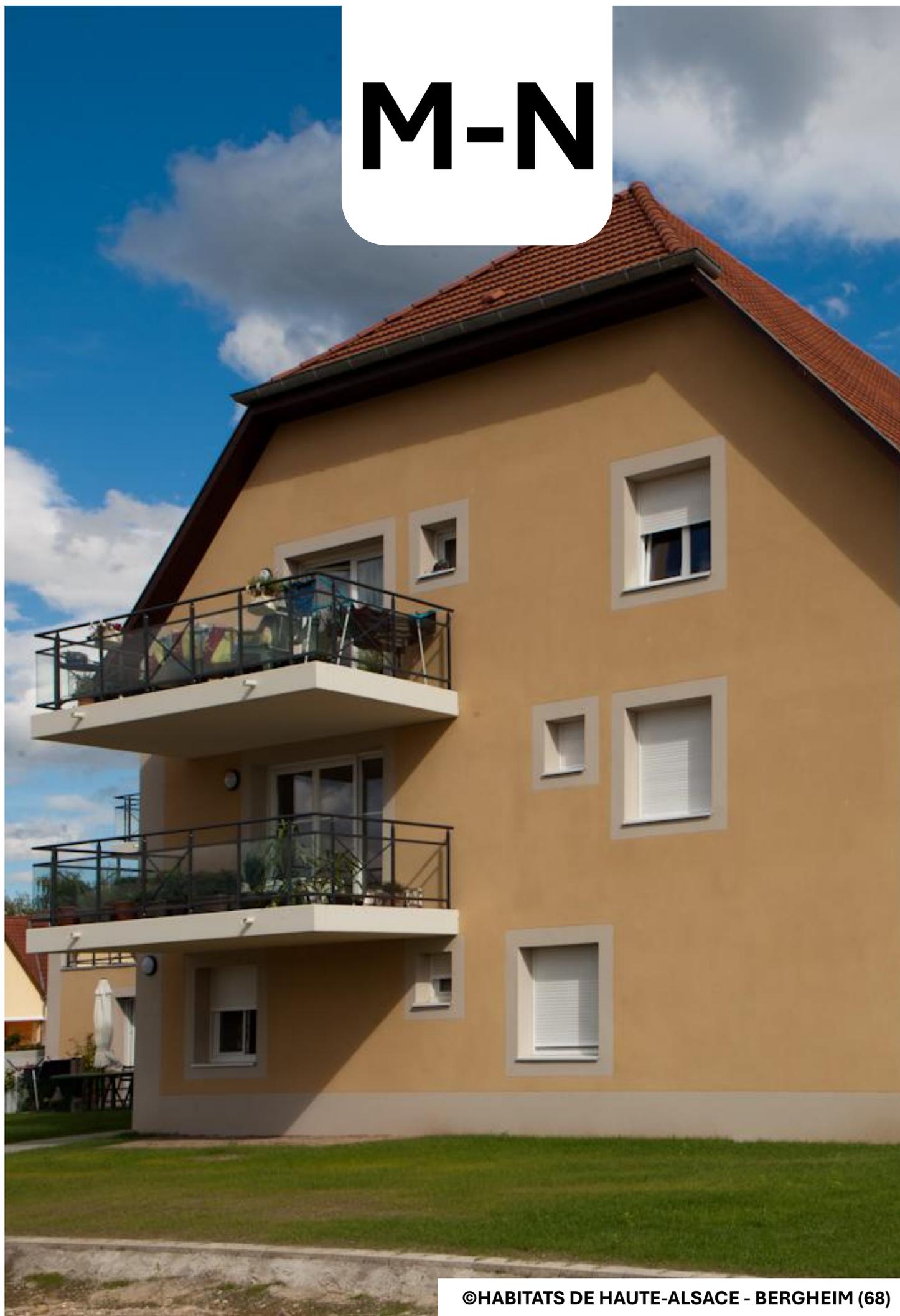
LOV - Loi d'Orientation pour la Ville

La LOV, loi du 13 juillet 1991, assure un droit à la ville à tous les citoyens. Il s'agit pour les collectivités locales d'offrir des conditions de vie et d'habitat qui favorisent la cohésion sociale et permettent d'éviter les phénomènes de ségrégation. Elle vise à lutter contre l'exclusion et la ségrégation spatiale.

LTECV - Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte

La LTECV, promulguée le 17 août 2015, a pour objectif de renforcer l'action de la France contre le dérèglement climatique tout en garantissant un accès à l'énergie à des coûts compétitifs. Ses principaux objectifs sont : réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre, diminuer de 50 % la consommation d'énergie finale, réduire de 30 % la consommation d'énergies fossiles et ramener la part du nucléaire à 50 %.

M-N



MAS - Maison d'Accueil Spécialisée

Une MAS est un établissement médico-social qui accueille des adultes présentant un handicap intellectuel, moteur ou somatique grave, les rendant incapables d'effectuer seuls les actes de la vie courante.

MGP - Marché Global de Performance (anciennement CREM et REM)

Les MGP sont des contrats associant exploitation ou maintenance à la réalisation, ou à la conception-réalisation, de prestations. Ils fixent des objectifs chiffrés de performance portant sur le niveau d'activité, la qualité de service, l'efficacité énergétique ou l'impact environnemental.

MOA - Maîtrise d'Ouvrage

La MOA désigne la personne physique ou morale responsable de définir les besoins, financer et piloter un projet de construction, de rénovation ou d'aménagement. Elle fixe les objectifs, prend les décisions stratégiques et se positionne comme interlocuteur principal de la MOE et des entreprises.

MOE - Maîtrise d'Œuvre

La MOE désigne la personne physique ou morale chargée de l'organisation, de la coordination et du suivi de travaux de construction, de rénovation ou d'aménagement. Elle a un devoir de conseils et joue le rôle d'interface entre le maître d'ouvrage et les entreprises.

MOI - Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion

La MOI est un dispositif permettant de produire du logement locatif de qualité, très social et sur le long terme. Avec un équivalent au PLAI du parc social public, la MOI s'adresse aux ménages les plus en difficulté. Cet agrément est octroyé selon des critères techniques, financiers et sociaux, car elle s'accompagne d'une gestion locative sociale renforcée avec un suivi spécifique.

NPNRU - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

Le NPNRU est un programme lancé en 2014 visant à transformer et rénover les quartiers urbains en difficulté. Il mobilise des financements publics et privés pour améliorer l'habitat, les espaces publics et les équipements, et concerne 216 quartiers d'intérêt national et 264 quartiers d'intérêt régional, soit près de deux millions d'habitants parmi les 1 514 QPV identifiés.

NU (NUD / NUR) - Numéro Unique (Départemental / Régional)

Le NU est le numéro attribué à une demande de logement social. Il certifie l'inscription du demandeur et la date de dépôt. Il est lié à un dossier à renouveler chaque année.

O



OCL - Observatoire des Charges Locatives

L'OCL permet de définir un langage commun des charges locatives au sein du monde HLM. Il permet d'examiner en détail les valeurs de charges suivant la nature des installations techniques et des zones. L'évolution des niveaux de charges locatives constitue un point d'attention majeur, avec un suivi annuel par poste de charges.

OLS - Organisme de Logement Social

Un OLS désigne un organisme chargé de la construction, de l'acquisition, de la gestion et de l'entretien de logements sociaux. Ces organismes sont également appelés des bailleurs sociaux.

ONPV - Observatoire National de la Politique de la Ville

L'ONPV analyse la situation et les trajectoires des résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Il remet chaque année au Gouvernement un rapport sur l'évolution de ces quartiers, mesurant l'écart de développement économique et social avec le reste de leur agglomération.

OPAH - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat

Une OPAH est une procédure coordonnée entre l'État, la commune et l'ANAH, visant à réhabiliter le parc immobilier ancien, améliorer l'offre de logements locatifs et préserver les droits des occupants, dans le respect des équilibres sociaux.

OPC - Ordonnancement Pilotage Coordination

La mise en œuvre d'une mission d'OPC permet d'optimiser un projet de construction grâce à l'organisation des travaux et à la définition d'un planning précis fixé par le maître d'ouvrage.



OPE - Observatoire de la Performance Énergétique

L'OPE est un observatoire qui collecte des données issues des récapitulatifs standardisés d'études thermiques (RSET) déposées sur le site rt-batiment.fr afin d'obtenir une attestation de conformité. La réalisation d'une étude thermique est obligatoire pour tout bâtiment.

OPH - Office Public de l'Habitat

Un OPH est un bailleur social rattaché à une collectivité territoriale compétente en matière d'habitat (conseil départemental, commune ou EPCI).

OPS - Occupation du Parc Social

L'OPS est une enquête statistique biennale sur l'occupation du parc social, ayant pour objectif l'élaboration d'un rapport sur les caractéristiques démographiques et sociales des occupants du parc locatif social.

P



PALULOS - Prime à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif et Occupation Sociale

Le PALULOS est une prime destinée à financer la réhabilitation des logements du parc social sous certaines conditions. Ce dispositif s'adresse aux bailleurs sociaux.

PAP - Prêt d'Accession à la Propriété (anciennement prêt 1 % logement ou 1 % patronal)

Le PAP est un prêt permettant aux salariés du privé de bénéficier d'un taux réduit pour acquérir un logement neuf ou ancien en tant que résidence principale.

PAS - Prêt à l'Accession Sociale

Le PAS est un prêt immobilier accordé sous conditions de ressources, destiné principalement aux ménages aux revenus modestes pour financer l'achat ou la construction de leur résidence principale. Il est garanti par le Fonds de Garanties de l'Accession Sociale à la propriété (FGAS).

PCL - Plan de Concertation Locative

Un PCL est un plan qui renforce les droits des associations de locataires. Il est validé par le conseil de surveillance et instaure un ou plusieurs conseils de concertation consultés sur la gestion des immeubles, les projets d'amélioration ou de démolition, ainsi que sur les conditions d'habitat et le cadre de vie.

PDALHPD - Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées

Un PDALHPD est un plan élaboré par le Préfet et le Président du Conseil départemental sur la base d'une étude des besoins. Il est établi pour trois ans et définit les catégories de personnes défavorisées, avec une priorité accordée aux personnes et familles sans logement, menacées d'expulsion sans relogement ou mal logées.

PDH - Plan Départemental de l'Habitat

Le PDH vise à assurer la cohérence entre les politiques locales de l'habitat conduites sur les territoires couverts par des Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) et celles menées sur le reste du département.

PDL - Point De Livraison

Un PDL est un numéro d'identification à 14 chiffres du compteur électrique rattaché à un logement. Il permet d'identifier une habitation avec plus de précision que l'adresse.

PDU - Plan de Déplacement Urbain

Le PDU est une démarche intercommunale de planification sur 10 ans, visant à coordonner tous les acteurs concernés pour élaborer un projet global en matière d'aménagement du territoire et de déplacements.

PGS - Projet de Gestion de Site

Un PGS est un plan permettant aux organismes de réfléchir à l'attractivité de leur patrimoine, en fonction des marchés locaux de l'habitat, des attentes des locataires et des demandeurs de logement, ainsi que des conditions de gestion et d'occupation sociale des groupes.

PIL - Procédure Intégrée pour le Logement

La PIL est une mesure de simplification des procédures administratives, conçue pour accélérer la réalisation de certains projets d'aménagement ou de construction de logements présentant un intérêt général majeur.

PLAI - Prêt Locatif Aidé d'Intégration

Le PLAI est un prêt réglementé délivré par la Caisse des Dépôts, destiné aux logements sociaux pour ménages très modestes, avec des revenus ne dépassant pas 60 % des plafonds du PLUS, sauf dérogation du préfet.

PLH - Plan Local de l'Habitat

Le PLH est le principal dispositif de politique du logement au niveau intercommunal. Il sert à observer, définir et programmer les investissements et actions en matière de logement à l'échelle d'un territoire et est porté par les EPCI.

PLI - Prêt Locatif Intermédiaire

Le PLI est un prêt réglementé destiné au financement de logements neufs ou en acquisition-amélioration dont les loyers sont intermédiaires entre ceux des logements sociaux et ceux du secteur libre. Les locations sont soumises au respect des plafonds de ressources définis chaque année par circulaire ou arrêté.

PLS - Prêt Locatif Social

Le PLS est un prêt réglementé délivré par la Caisse des Dépôts, destiné à la construction, l'acquisition ou la réhabilitation de logements sociaux pour des ménages respectant les plafonds de ressources dans des zones « tendues ».

PLU - Plan Local d'Urbanisme

Le PLU est un document d'urbanisme qui, à l'échelle du groupement de communes ou de la commune, traduit un projet global d'aménagement et d'urbanisme et fixe en conséquence les règles d'aménagement et d'utilisation des sols : zones constructibles, à construire, naturelles, protégées, etc.

PLUi-H - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal intégrant le Programme Local de l'Habitat

Le PLUi-H est à la fois un diagnostic, un document d'urbanisme et un programme d'action qui permet de faciliter la cohérence entre PLH et PLU. Certaines collectivités optent ainsi pour l'élaboration d'un document unique intégrant les volets « urbanisme » et « habitat ». Il planifie de manière cohérente le développement urbain, l'habitat et les services à l'échelle intercommunale.

PLUS - Prêt Locatif à Usage Social

Le PLUS est un prêt réglementé délivré par la Caisse des Dépôts, destiné aux logements sociaux pour ménages modestes. Il finance la construction, l'acquisition ou la transformation de logements sociaux et favorise la mixité sociale. Les locations sont soumises au respect des plafonds de ressources définis chaque année par circulaire ou arrêté.

PMR - Personne à Mobilité Réduite

Le sigle PMR désigne toute personne rencontrant, de façon permanente ou temporaire, des difficultés pour se déplacer dans un environnement inadapté. Cela peut concerner des limitations physiques, sensorielles, cognitives ou liées à l'âge.

PPGDID - Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information des Demandeurs

Le PPGDID définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes de logement social et à satisfaire le droit à l'information des demandeurs, en tenant compte des besoins en logement social et des circonstances locales.

PPR - Plan de Prévention des Risques

Le PPR réglemente l'utilisation des sols et les activités soumises à des risques naturels, miniers ou technologiques, selon la nature et l'intensité des risques. Il concerne également les bâtiments existants et est établi lorsque les communes sont exposées à des risques majeurs.

PRP - Procédure de Redressement Personnel

Une PRP permet d'effacer les dettes d'une personne surendettée lorsque sa situation financière est trop dégradée pour qu'aucune mesure de traitement du surendettement ne soit possible. Cette procédure est engagée par la commission de surendettement avec l'accord de la personne concernée.

PSLA - Prêt Social Location Accession

Le PSLA est un dispositif d'accession à la propriété permettant à des ménages sous plafonds de ressources de devenir propriétaires de leur résidence principale à prix maîtrisé, tout en conservant le statut de locataire accédant durant une période initiale limitée à 6 ans.

PSP - Plan Stratégique de Patrimoine

Le PSP est un document de planification réalisé par chaque organisme de logement social, qui définit sur 10 ans les travaux à réaliser dans chaque résidence pour en assurer la pérennité et l'attractivité.

PTZ - Prêt à Taux Zéro

Le PTZ est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété destiné aux ménages à revenus modestes et intermédiaires. Il est réservé aux primo-accédants et soumis à conditions de ressources.

PUCA - Plan d'Urbanisme Construction Architecture

Le PUCA est un organisme national de recherche et d'expérimentation sur l'urbanisme, la construction et la conception architecturale et urbaine. Il développe des programmes de recherche incitative, de recherche-action et d'expérimentation.

PUP - Projet Urbain Partenarial

Le PUP est un outil de financement pour des opérations d'aménagement. Il permet notamment d'obtenir un préfinancement des équipements publics pour le propriétaire foncier, l'aménageur ou le constructeur.

Q



QPV - Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville

Un QPV est un territoire présentant un écart de développement économique et social par rapport aux zones environnantes. Ces quartiers accueillent souvent des populations confrontées à des difficultés importantes (emploi, éducation, logement, accès aux services). La politique de la ville y est appliquée pour réduire ces écarts et favoriser l'égalité des chances.

QS - Qualité de Service

La QS désigne les efforts des organismes de logement social pour améliorer le service rendu aux locataires, notamment la prise en compte des réclamations et les délais d'intervention technique. Elle peut se traduire par des labels ou certifications.

R



RCU - Réseau de Chaleur Urbain

Un RCU est une installation qui distribue de la chaleur à plusieurs utilisateurs à partir d'une ou plusieurs chaufferies, via un réseau de canalisations.

RE - Réglementation Environnementale

La RE est la réglementation énergétique et environnementale applicable aux constructions neuves. Elle encadre les consommations d'énergie et les émissions de carbone, y compris celles liées à la construction. La réglementation en vigueur est la RE2020.

REHAL - Réseau Recherche Habitat-Logement

Le REHAL anime la recherche sur l'habitat et le logement en mobilisant les chercheurs, mutualisant les travaux et produisant des réflexions. Il vise également à intégrer la recherche française dans les réseaux et débats internationaux, en particulier européens.

RF - Régions de France (anciennement Association des Régions de France)

L'association RF représente les régions auprès des pouvoirs publics français et des institutions européennes. Elle promeut le fait régional, organise la concertation et facilite les échanges de bonnes pratiques entre régions.

RHF - Réseau Habitat et Francophonie

Le RHF est une organisation internationale qui vise à améliorer l'accès à un logement sain, décent et financièrement abordable pour les populations francophones.

RHI - Résorption de l'Habitat Insalubre

Une RHI est une procédure visant à supprimer l'habitat insalubre. Elle repose sur un régime d'exonération pour les propriétaires d'immeubles déclarés insalubres et entraîne, après expropriation, la réhabilitation ou la démolition des immeubles concernés.

RHVS - Résidence Hôtelière à Vocation Sociale

Une RHVS est un établissement commercial d'hébergement meublé, créé par la loi ENL du 13 juillet 2006. Il s'adresse à tout public et permet de proposer des solutions d'hébergement diversifiées, de qualité et à coût maîtrisé, notamment pour les personnes en difficulté.

RLS - Réduction de Loyer de Solidarité

La RLS est une aide destinée aux foyers les plus modestes. Elle s'applique aux locataires du parc conventionné respectant certains plafonds de ressources. Elle se traduit par une réduction équivalente de l'APL, sans impact direct sur le reste à charge du locataire, mais entraîne une diminution des recettes des organismes HLM.

RPLS - Répertoire du Parc Locatif Social

Le RPLS est une enquête annuelle obligatoire pour les organismes de logements sociaux. Elle permet de suivre les caractéristiques du parc locatif social : date de construction, typologie, adresse, localisation (QPV ou hors QPV), étiquette énergétique, conventionnement APL, loyer, date du dernier bail, etc.

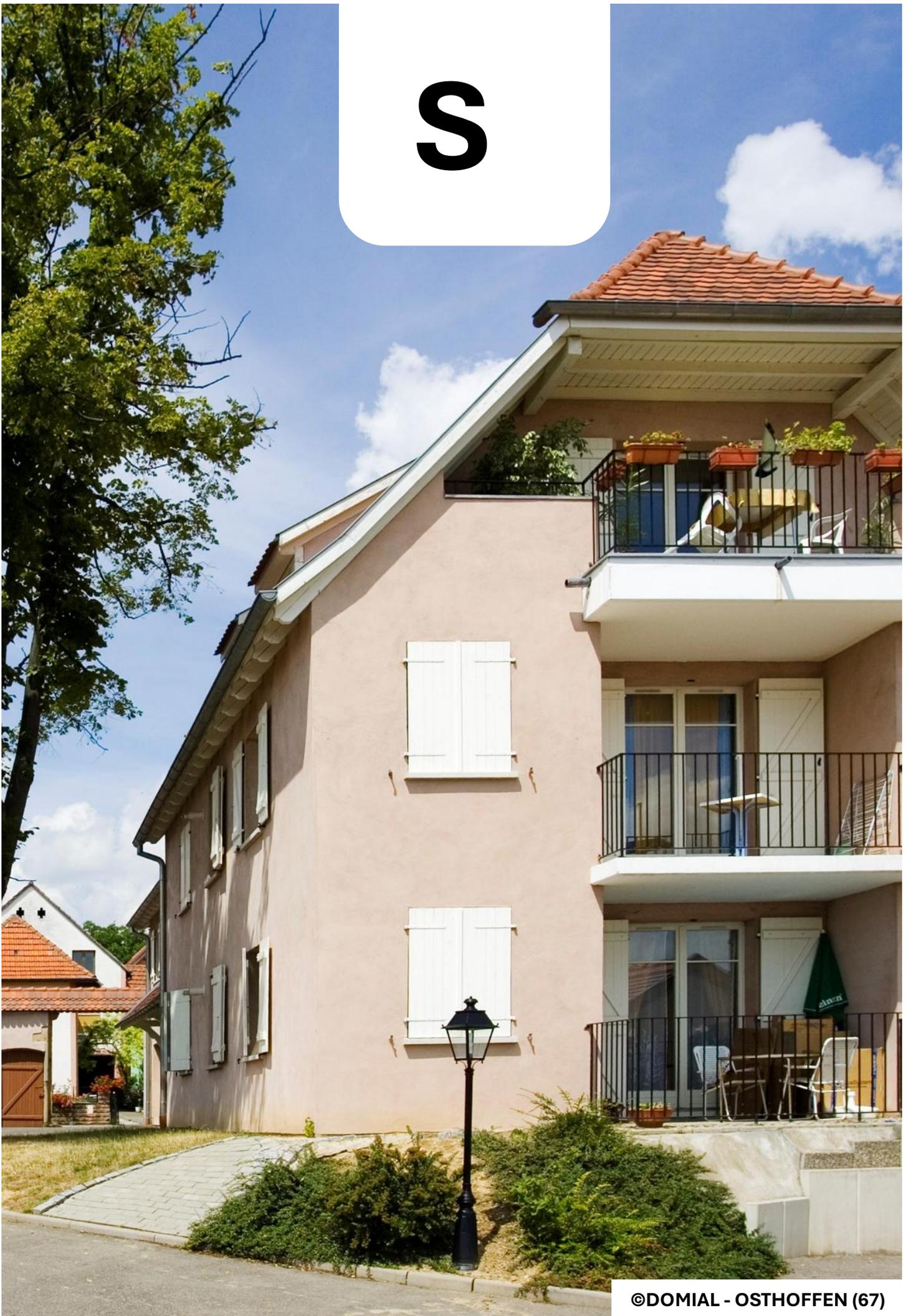
RSA - Revenu de Solidarité Active

Le RSA est une prestation sociale qui complète les revenus des personnes aux ressources faibles afin de garantir un revenu minimum.

RSE - Responsabilité Sociétale des Entreprises

La RSE désigne la prise en compte volontaire, et parfois obligatoire, par les entreprises des enjeux environnementaux, sociaux, économiques et éthiques dans leurs activités.

S



SAC - Société Anonyme de Coordination

Une SAC est un outil juridique créé par la loi ELAN. Elle permet la constitution de groupes d'organismes HLM pour renforcer la coordination et la gestion de leurs activités.

SACICAP - Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété

Les SACICAP sont des organismes HLM régis par le droit privé. Elles peuvent accorder des prêts immobiliers ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement et réaliser des opérations de construction.

SCIC - Société Coopérative d'Intérêt Collectif

Une SCIC est une entreprise coopérative constituée sous forme de SARL, SAS ou SA à capital variable qui a pour objectif la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, présentant un caractère d'utilité sociale.

SCOT - Schéma de Cohérence Territoriale

Le SCOT est un document de planification intercommunale créé par la loi SRU du 13 décembre 2000. Il fixe les priorités et objectifs partagés pour l'organisation future du territoire, en intégrant une perspective de développement durable.

SEM - Société d'Économie Mixte

Une SEM est une société anonyme dont le capital est majoritairement détenu par des personnes publiques. Elle facilite la réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou l'exploitation de services publics industriels ou commerciaux. Les SEM HLM sont agréées pour construire et gérer des logements sociaux.

SIAD - Service d'Information et d'Accueil du Demandeur

Le SIAD regroupe des communes, des bailleurs sociaux, Action Logement et des communautés d'agglomération pour assurer un accueil harmonisé et accessible aux demandeurs. Il accompagne et oriente les usagers, mais ne peut attribuer directement de logement.

SIAO - Système Intégré d'Accueil et d'Orientation

Le SIAO coordonne l'accès à l'hébergement et au logement pour les personnes sans domicile. Il gère le numéro d'appel « 115 » et simplifie les démarches en mobilisant les différents acteurs sous pilotage de l'État (Direction départementale de la Cohésion sociale).

SIAP - Système d'Information des Aides à la Pierre

Le SIAP est une plateforme du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires pour gérer les demandes de financement, d'agrément et de conventionnement liées aux aides à la pierre.

SLS - Supplément de Loyer de Solidarité

Le SLS est un surloyer appliqué aux locataires dont les ressources dépassent le plafond pour l'attribution d'un logement social. L'absence de réponse à l'enquête annuelle de ressources réalisée par l'organisme de logement social entraîne l'application du supplément de loyer maximum.

SMS - Secteur de Mixité Sociale

Un SMS est un périmètre dans lequel tout programme d'habitat doit inclure un pourcentage de logements destiné à une catégorie spécifique pour atteindre des objectifs de mixité sociale, définis notamment dans le PLU.

SNE - Système National d'Enregistrement

Le SNE est le système national permettant l'enregistrement et la gestion centralisée des demandes de logement social.

SRADDET - Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

Le SRADDET est un document stratégique régional qui fixe les objectifs et règles d'aménagement du territoire, de développement durable et d'égalité des territoires. Il oriente la planification régionale pour répondre aux défis climatiques et environnementaux et prévoit les orientations pour 2030 et 2050.

SRC - Service Relation Client

Le SRC centralise et optimise les interactions entre une organisation et ses clients via différents canaux de communication afin de répondre aux besoins, fidéliser et maintenir une relation de qualité.

SRU - Solidarité et le Renouvellement Urbain (loi)

La loi SRU, adoptée le 13 décembre 2000, réaffirme le rôle des organismes HLM et du logement social dans le droit au logement et la mixité sociale. Elle encadre la lutte contre l'insalubrité, renforce l'intervention dans les copropriétés dégradées et favorise l'accès à un logement décent pour tous.

T

TECV - Transition Énergétique pour la Croissance Verte (loi)

La loi TECV, adoptée le 17 août 2015, a pour objectif de renforcer la lutte contre le dérèglement climatique, d'améliorer l'efficacité énergétique et l'indépendance énergétique de la France, tout en garantissant un accès à l'énergie à un coût compétitif.

TFPB - Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

La TFPB est un impôt local dû par les propriétaires ou usufruitiers d'un bien immobilier. Son montant est calculé à partir de la valeur locative cadastrale et peut, sous certaines conditions, bénéficier d'exonérations.

THPE - Très Haute Performance Énergétique

Le label THPE certifiait qu'un bâtiment atteignait une performance énergétique supérieure aux exigences réglementaires, avec des consommations d'énergie au moins 20 % inférieures à la réglementation thermique 2005. Ce label n'est plus attribué aujourd'hui.

TLE - Taxe Locale d'Équipement

La TLE, remplacée aujourd'hui par la taxe d'aménagement, s'appliquait aux projets de construction, reconstruction ou agrandissement de bâtiments. Chaque conseil municipal fixait le taux entre 1 et 5 % pour trois ans, et elle était obligatoire dans les communes de plus de 10 000 habitants.

TURPE - Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité

Le TURPE rémunère les gestionnaires de réseaux publics de transport et de distribution d'électricité (Enedis, ELD, RTE). Il couvre l'acheminement et le raccordement au réseau et représente environ 30% de la facture d'électricité en 2025.



U-V

UES-AP - Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété

L'UES-AP représente les intérêts des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété, notamment auprès des pouvoirs publics.

UNAF - Union Nationale des Associations Familiales

L'UNAF est l'association représentative des familles françaises pour l'élaboration des politiques familiales. Reconnue d'intérêt général, elle agit comme porte-parole officiel des familles auprès des pouvoirs publics.

UNAF - Union Nationale des Associations Familiales

L'UNAF est l'association représentative des familles françaises pour l'élaboration des politiques familiales. Reconnue d'intérêt général, elle agit comme porte-parole officiel des familles auprès des pouvoirs publics.

UNAF - Union Nationale des Associations Familiales

L'UNAF est l'association représentative des familles françaises pour l'élaboration des politiques familiales. Reconnue d'intérêt général, elle agit comme porte-parole officiel des familles auprès des pouvoirs publics.

UNAF - Union Nationale des Associations Familiales

L'UNAF est l'association représentative des familles françaises pour l'élaboration des politiques familiales. Reconnue d'intérêt général, elle agit comme porte-parole officiel des familles auprès des pouvoirs publics.

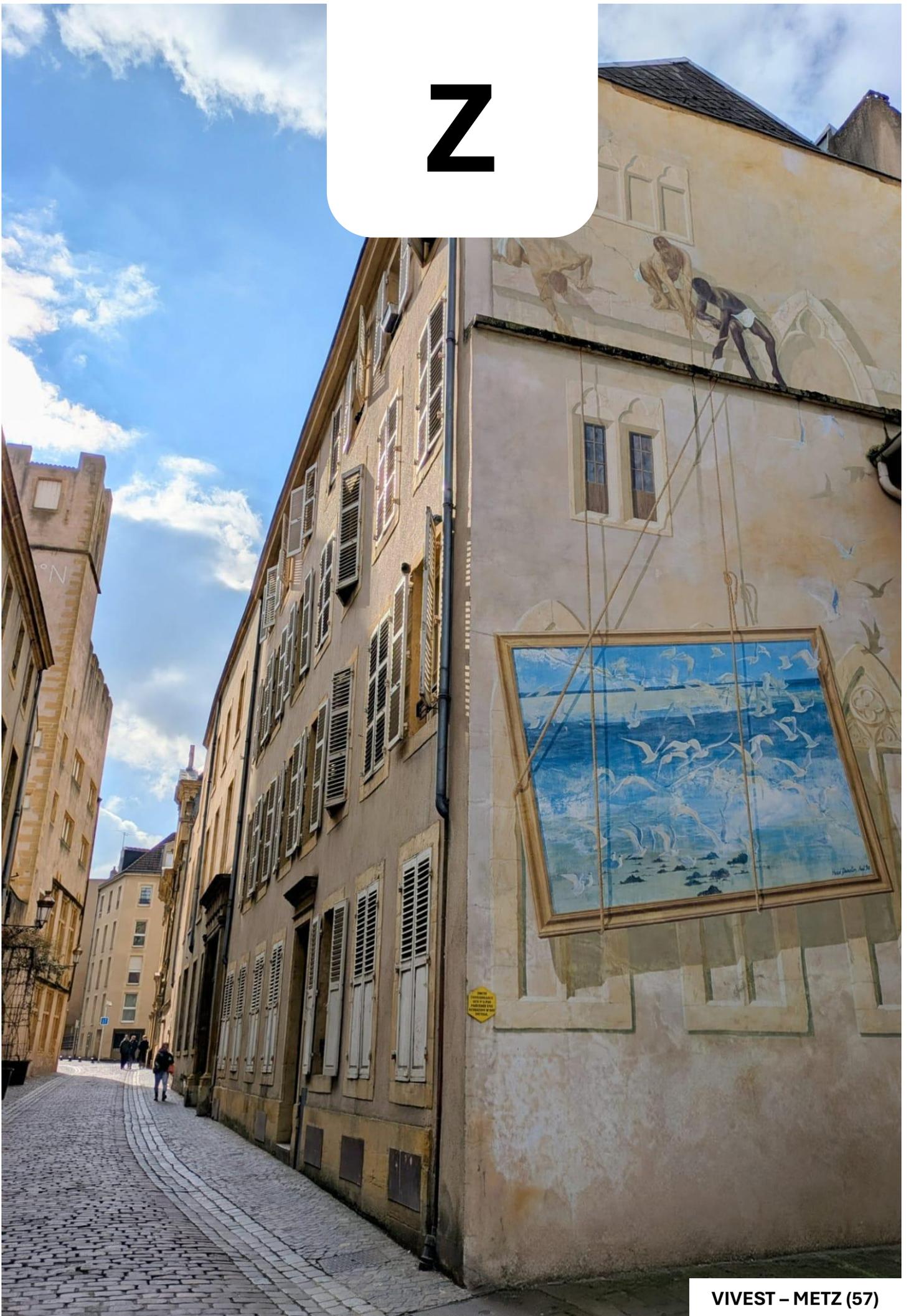
VEFA - Vente en l'État Futur d'Achèvement

La VEFA est un contrat de construction permettant à l'acquéreur de devenir propriétaire d'un bien au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ce mécanisme est couramment utilisé par les promoteurs.

VMC - Ventilation Mécanique Contrôlée

Une VMC est un dispositif mécanique assurant le renouvellement permanent de l'air à l'intérieur des pièces d'un bâtiment. Elle peut être simple flux ou double flux selon les systèmes installés.

Z



ZAC - Zone d'Aménagement Concerté

Une ZAC est un périmètre géré par une personne publique pour réaliser, à moyen terme, des constructions ou des équipements collectifs.

ZAD - Zone d'Aménagement Différé

Une ZAD permet à une collectivité locale de sécuriser progressivement la maîtrise foncière de terrains destinés à un futur projet d'aménagement, grâce à un droit de préemption spécifique.

ZAN - Zéro Artificialisation Nette

L'objectif ZAN vise à limiter l'artificialisation des sols d'ici 2050. Les aménagements d'espaces agricoles, naturels ou forestiers restent possibles, mais doivent être compensés par une renaturation équivalente des surfaces artificialisées sur le territoire concerné.

ZLV - Zéro Logement Vacant

Le dispositif ZLV accompagne les collectivités dans la mobilisation des propriétaires de logements vacants afin de faciliter leur remise sur le marché locatif ou résidentiel.

ZPPAUP - Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager

Une ZPPAUP permet d'appliquer des règles spécifiques pour protéger et mettre en valeur des éléments architecturaux, urbains ou paysagers remarquables, classés ou non. La décision d'instaurer une ZPPAUP revient au conseil municipal.

ZRR - Zone de Revitalisation Rurale

Les ZRR ont pour objectif de soutenir le développement économique et social des territoires ruraux, principalement via des mesures fiscales et sociales incitatives.

ZSP - Zone de Sécurité Prioritaire

Une ZSP est un territoire français confronté à une insécurité quotidienne et à une délinquance élevée, ou à une dégradation importante de ses conditions de sécurité. La mise en place de ces zones vise à renforcer la sécurité de proximité pour les habitants. En 2023, la France compte 64 ZSP.

3 ASSOCIATIONS TERRITORIALES HLM À VOS CÔTÉS

● ALSACE

AREAL Hlm
2 Rue Saint-Léonard
67600 SELESTAT
Tél : 03 90 56 11 90
Mél: courrier@areal-habitat.org



● LORRAINE

ARELOR Hlm
28 rue Auguste Prost - BP 50248
57006 METZ Cedex 1
Tél : 03 87 69 01 35
Mél: arelor@union-habitat.org



● CHAMPAGNE-ARDENNE

ARCA Hlm
38 Rue Cérés
51100 REIMS
Tél : 03 26 05 04 14
Mél: arca@arca-hlm.com



**UNION RÉGIONALE
HLM GRAND EST**

LE GLOSSAIRE DU LOGEMENT SOCIAL

UNION REGIONALE HLM GRAND EST - 38 Rue Cérés - 51100 REIMS
Association déclarée - SIREN 833647829 - Août 2025 ©URHlmGE